Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 6 (1978)

DOI: 10.11588/fr.1978.0.49135

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

JEAN KLEIN

UN ÉPISODE DE LA DÉCOLONISATION: LA GUERRE D'ALGÉRIE (1954–1962)

L'ouvrage de M. Elsenhans,[1] un volume de plus de 900 pages, ne constitue que la première partie d'une thèse de doctorat consacrée à la guerre d'Algérie. L'auteur l'envisage comme un épisode de la décolonisation, mais la situe dans le cadre plus général de ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui les relations Nord-Sud ou, dans le jargon néo-marxiste, les rapports entre le centre capitaliste et la périphérie sous-développée. Son propos se développe selon un plan rigoureux qui comporte l'analyse du contexte international, de la situation en Algérie à la veille de l'insurrection de 1954 et des intérêts français en Afrique. Après avoir décrit la genèse du conflit avec la métropole et défini les contraintes qui ont conditionné son déroulement, M. Elsenhans présente les réponses au défi ainsi porté à la France et s'efforce de démontrer à travers les stratégies contradictoires suivies par les gouvernements successifs de la IVème et de la Vème République, les raisons de l'échec d'une politique de maintien de la présence du colonisateur dans un pays où la minorité européenne était fortement implantée et où des efforts non négligeables ont été déployés pour améliorer le sort des populations indigènes et favoriser leur participation à l'administration locale. L'auteur se réserve d'examiner ultérieurement les mécanismes de prise de décision des autorités françaises dans l'affaire algérienne et de déterminer le rôle des différents groupes sociaux dans ce processus.

Il convient de saluer d'emblée l'ampleur et la qualité de la recherche effectuée par M. Elsenhans qui vient d'écrire une somme sur la guerre d'Algérie et sans doute la première étude d'ensemble sur un sujet qui a suscité de nombreux témoignages et une abondante littérature partisane, mais n'a guère retenu jusqu'à présent l'attention des chercheurs en sciences sociales. On conçoit cette réserve de la part de ressortissants d'un pays qui a été traumatisé par l'affaire algérienne et qui n'a pas fini d'en liquider les séquelles. Mais on regrettera une fois de plus que les aspects les plus controversés de la politique française d'après-guerre – qu'il s'agisse de l'outre-mer ou de la défense – inspirent une crainte révérentielle aux universitaires français, alors que les étrangers n'hésitent pas à en aborder l'étude et aboutissent généralement à des résultats estimables. Il est vrai qu'ils bénéficient d'un préjugé favorable auprès des détenteurs de l'information et obtiennent plus facilement que leurs homologues français les éléments nécessaires à la compréhension des phénomènes sociaux et politiques contemporains. En

---

[1] Hartmut ELSENHANS, Frankreichs Algerienkrieg 1954–1962. Entkolonisierung einer kapitalistischen Metropole. Zum Zusammenbruch der Kolonialreiche, Munich (Carl Hanser Verlag) 1974, 908 pages.

l'occurrence, M. Elsenhans a recueilli auprès des principaux acteurs et observateurs du drame algérien des informations inédites et des confidences qui lui ont permis de donner un éclairage nouveau à des évènements connus et de mettre en question les interprétations traditionnelles. C'est dans l'analyse de l'opinion publique et des groupes de pression français – sujet d'un second livre à paraître – que devraient s'épanouir les talents d'enquêteur et d'ordonnateur des pièces du puzzle algérien que le premier tome a révélés.

Le livre sur »la France et la guerre d'Algérie« de M. Elsenhans ne vaut pas à titre principal par les informations inédites qu'il contient; ce qui retient surtout l'attention c'est la rigueur de sa construction et la maîtrise avec laquelle sont présentées les résultats d'une recherche fondée sur l'exploitation systèmatique de toute la littérature qui traite du sujet. A cet égard, la bibliographie qui figure en annexe est impressionnante et conformément à la tradition universitaire allemande, l'auteur n'avance rien qui ne soit corroboré par des témoignages ou des documents écrits. C'est dire que le fil de la démonstration se déploie à travers un maquis de références et bien que le caractère touffu de l'appareil critique atteste le sérieux de l'entreprise, le lecteur est parfois indisposé par l'abondance des citations. Au demeurant celles-ci ne répondent pas toujours à des impératifs scientifiques et n'illustrent qu'imparfaitement le propos de l'auteur quand elles ne trahissent pas un manque de discernement de sa part. Ainsi, pour ne relever que quelques exemples topiques, on est surpris d'apprendre que Pierre Emmanuel a donné son aval à l'intégration atlantique et à la subordination de la France à la prépondérance américaine (p. 359). Par ailleurs, il ne semble pas que l'on puisse s'appuyer sur un article de revue exprimant le point de vue d'un opposant au gouvernement pour définir le rôle des IGAMES: des textes administratifs ou des commentaires moins engagés eussent été plus appropriés (p. 419). Enfin était-il nécessaire pour expliquer la politique algérienne du général de Gaulle de faire état de clichés racistes et de la »solidarité de la race blanche« alors que le concept d'intérêt national eût suffi à nous convaincre et fallait-il invoquer à l'appui de cette thèse des cautions aussi discutables que M. de Serigny et Raymond Tournoux? Ces bévues ne mettent pas en cause la solidité de l'ensemble, mais la ligne de la démonstration eût gagné en netteté si l'auteur n'avait cédé à la tentation du baroquisme et éprouvé le besoin de faire passer intégralement dans son livre le contenu de sa boîte à fiches.

Dans le passé, l'entreprise coloniale française a inspiré les historiens, les politologues et les juristes, mais rares étaient les ouvrages qui en traitaient sous l'angle de la sociologie des relations internationales. M. Elsenhans aborde la guerre d'Algérie par ce biais et le sous-titre de son livre – »Tentative de décolonisation d'une métropole capitaliste. Contribution à l'étude de l'effondrement des empires coloniaux« – annonce clairement son propos et l'idéologie dont il se réclame. En effet, l'évènement est présenté comme un avatar des relations entre le »centre« et la »périphérie« et il est situé dans le contexte d'un système global dont le »système de domination de la France en Algérie« n'est qu'une variante. Après avoir exposé la genèse du conflit, l'auteur s'efforce à la fois de définir le cadre dans lequel il s'inscrit (environnement international, situation de l'Algérie en 1954, intérêts économiques et stratégiques de la France) et de rendre

compte des réponses de la France au défi porté à sa souveraineté en Algérie (mesures répressives, réformes économiques et sociales, négociations en vue d'un règlement de paix).

Les conclusions de l'ouvrage confirment dans une large mesure les hypothèses de travail formulées au départ, à savoir que la structure de la société algérienne et les pressions du monde extérieur, voire les intérêts du secteur capitaliste moderne, vouaient à l'échec toute politique réformiste dans le cadre de l'»Algérie française« et que l'affermissement du Front de Liberation Nationale (FLN) et son enracinement dans la paysannerie musulmane n'offraient d'autre alternative que l'aménagement des relations franco-algériennes dans un perspective néo-coloniale. Une telle politique avait d'autant plus de chances d'être appliquée qu'elle ne contrevenait pas à des intérêts économiques et stratégiques essentiels et que le coût du maintien de la présence française en Algérie devenait prohibitif dès lors que la métropole se voyait contrainte d'effectuer des investissements importants pour améliorer le niveau de vie de la population indigène avec les résultats aléatoires que l'on sait.

Ainsi l'insurrection algériene a-t-elle favorisé l'émergence de forces acquises au réformisme néo-colonialiste et créé une situation conflictuelle entre les autorités françaises et la communauté européenne d'Algérie qui devait être tranchée dans un sens favorable aux intérêts du capitalisme moderne. Il appartenait au genéral de Gaulle de faire triompher cette politique après qu'il eût récusé les solutions intégrationnistes et pris acte de l'échec des tentatives de division du front nationaliste algérien. Les négociations entreprises à cette fin furent longues, mais les obstacles à surmonter étaient considérables. M. Elsenhans analyse minutieusement les différentes phases du processus qui a débouché sur les accords d'Evian et ne cèle rien des problèmes auxquels ont été confrontés les négociateurs. A cet égard, son livre contribue à dissiper bien des idées reçués sur le machiavelisme du général de Gaulle qui aurait prolongé indument les pourparlers alors que leurs vicissitudes s'expliquent simplement par l'ampleur des problèmes posés et la résistance des »pieds noirs« appuyés sur une fraction de l'armée française contre ce qu'ils qualifiaient de politique d'abandon.

Ainsi résumée, la thèse de M. Elsenhans peut paraître abrupte et ne pas tenir un compte suffisant de la spécificité du cas algérien. En effet, si la guerre d'Algérie ressortissait incontestablement à la catégorie des luttes de libération des peuples coloniaux et si les manifestations classiques du rapport du colonisateur au colonisé se retrouvaient dans les »départements français d'Algérie«, on ne peut ignorer les traits particuliers qui distinguaient l'Algérie des autres colonies et notamment l'importance de la population d'origine européenne qui avait su entretenir avec la population indigène des rapports *sui generis,* exempts de racisme (p. 124). En outre, si la France appartient au »centre capitaliste«, on sait que sa politique coloniale s'est développée selon un modèle différent de celui des autres pays occidentaux et qu'après la seconde guerre mondiale les colonies ont été une pomme de discorde entre les capitales des puissances impériales, surtout entre Washington et Paris. Enfin, puisqu'il est question d'empires et de domination coloniale, pourquoi se borner, comme l'auteur, à une dénonciation

du capitalisme et passer sous silence le discours chinois sur le »social-impéralisme soviétique« et les séquelles asiatiques du colonialisme des tsars.

Il faut rendre à M. Elsenhans cette justice que ses présupposés idéologiques et sa méthode d'analyse néo-marxiste ne nuisent en rien au caractère scientifique d'un livre qui rend compte de la réalité dans toute sa complexité et sa diversité. Certes, l'auteur accorde une large place à l'examen des facteurs économiques, mais il ne néglige pas pour autant les autres aspects du problème algérien. L'environnement international et les forces qui y sont à l'oeuvre font l'objet d'une analyse fine et pénétrante, qu'il s'agisse des relations du FLN avec les pays du Tiers-Monde, de la coopération-compétition entre l'Est et l'Ouest, de la politique des superpuissances et de l'attitude des pays membres de l'OTAN vis-à-vis de la France pendant la guerre d'Algérie.

La situation de l'Algérie à la veille de l'insurrection de 1954 est décrite sans complaisance, ni parti-pris. Même si on ne souscrit pas à la thèse selon laquelle la logique du »capitalisme agraire« a empêché le succès d'une politique réformiste, on ne trouve rien à redire au constat implacable auquel il est procédé: production agricole inadaptée aux besoins locaux, industrialisation embryonnaire, secteur tertiaire pléthorique, discriminations socio-professionnelles. Comme le fait observer l'auteur, la politique française en Algérie était dans l'impasse p. 138 sq.). Elle avait créé une situation qui était ressentie comme discriminatoire par les autochtones, mais elle ne pouvait y remédier sans heurter de front les intérêts de la minorité européenne. En empruntant la voie de la rebellion armée, le noyau dur du nationalisme algérien a incité les autorités françaises à accélerer le processus de modernisation de l'Algérie, mais cette entreprise était vouée à l'échec dès lors que les circonstances ne permettaient plus de dégager une élite algérienne désireuse de jouer le jeu de l'autonomie au sein d'un ensemble français. En outre la reconnaissance internationale du FLN lui offrait la possibilité de contester avec un certain succès la souveraineté française et d'escompter à terme la conquête de l'indépendance. Enfin, les intérêts français en Algérie et en Afrique étaient compatibles avec une décolonisation qui sacrifierait les avantages politiques de l'administration directe en échange du maintien de liens économiques privilégiés entre la nouvelle entité algérienne et l'ex-métropole.

Sur ces différentes aspects, on trouvera dans l'ouvrage de M. Elsenhans des développements pertinents fondés sur des informations puisées aux meilleurs sources. Exemplaires sont de ce point de vue les sections consacrées aux avatars du »nationalisme pétrolier« au Sahara et à l'évolution du rôle de l'Afrique dans la défense de la France. Toutefois, nous ferons des réserves sur la manière dont est présentée la stratégie de dissuasion nucléaire française. Stratégie du faible au fort, elle obéit à une logique différente de celle mise en oeuvre par les superpuissances et elle ne saurait être jugée par référence aux modèles élaborés par les théoriciens d'outre-Atlantique. La complaisance manifestée par l'auteur à leur égard nous paraît d'autant plus étrange qu'il se montre d'ordinaire vigilant envers toutes les formes d'impérialismes.

S'agissant des réponses françaises au défi algérien, M. Elsenhans passe en revue les mesures prises par les gouvernements qui se sont succédés depuis 1954 et marque bien la césure intervenue en 1958. Jusqu'alors, on avait tenté de tenir

en respect les »rebelles« en usant de méthodes policières et en envoyant le contingent en Algérie, tandis que les réformes promises se heurtaient à l'obstruction de la minorité européenne qui avait réussi le 6 fevrier 1956 à tuer dans l'oeuf les velléités de changement du gouvernement de Front républicain. Simultanément, les autorités militaires se substituaient progressivement à l'administration civile pour le maintien de l'ordre et mettaient en oeuvre l'»action psychologique« pour maintenir l'Algérie dans la mouvance française. La démission de l'Etat et le rôle grandissant de l'armée, dont la mission était de vaincre par tous les moyens, avaient conduit à des excès, tels que la généralisation de la torture, qui ne pouvaient que discréditer la cause française et multiplier les ralliements au FLN.

L'accession au pouvoir du général de Gaulle amorce une politique différente qui aboutira après bien des traverses à la conclusion d'un règlement de paix consacrant l'indépendance de l'Algérie. Mais au préalable, il aura fallu ruser avec l'histoire, rétablir l'autorité de la République, briser la résistance des »pieds noirs« et d'une partie de l'armée, démontrer la supériorité des armes françaises sur le terrain (les opérations du général Challe) et définir avec le FLN les bases d'un compromis équitable tenant compte des intérêts de la communauté européenne. En fait, le terrorisme pratiqué par l'Organisation de l'Armée Secrète (OAS) pendant la dernière phase du conflit algérien avait entraîné le départ massif des Européeens, de sorte que de nombreuses dispositions des accords d'Evian étaient devenues sans objet et que l'avenir des relations franco-algériennes s'en trouvait lourdement hypothéqué.

Il ne saurait être question de résumer ici la substance des développements consacrés à l'organisation et à la tactique des armées en présence, au déroulement des opérations militaires, aux réformes tentées par la puissance coloniale, aux implications de la guerre d'Algérie pour les travailleurs algériens en France et aux péripéties des négociations en vue d'une règlement de paix. Sur tous ces points, la démonstration de M. Elsenhans est rigoureuse, son information de première main et ses jugements nuancés. Ses options personnelles ne le détournent jamais d'une présentation objective et impartiale des faits et sauf de rares exceptions où ses penchants idéologiques colorent ses appréciations, il s'efforce constamment de jeter sur cette histoire pleine de bruit et de fureur qu'a été la guerre d'Algérie le regard froid de l'analyste.

On regrettera seulement que l'auteur ne se soit pas davantage étendu dans ses conclusions sur la politique suivie par les héritiers du régime colonial.[2] Les problèmes auxquels est confrontée l'Algérie indépendante sont évoqués avec discrétion et ce n'est pas le plaidoyer en faveur du nationalisme modéré qui a accédé au pouvoir en 1962 (p. 864 sq.), ni l'opposition esquissée entre le »socia-

---

[2] Il convient toutefois de préciser que M. ELSENHANS a écrit depuis lors de nombreuses études sur la politique de l'Algérie indépendante. Signalons notamment: Die algerische Erdölpolitik, in: Internationale Entwicklung 1974/III (revue de la Oesterreichischen Forschungsstiftung für Entwicklungshilfe), et: Algerien – Postkoloniale und koloniale Reformpolitik, in: Handbuch der dritten Welt Band II – Unterentwicklung und Entwicklung in Afrika (Herausgeber: D. Nohlen & F. Nuschler).

lisme arabe« et un socialisme »fondé sur la lutte des classes« (p. 824) qui nous seront d'un grand secours pour discerner les perspectives d'évolution d'un pays qui applique un modèle original de développement et a joué un rôle important pendant la première phase du dialogue Nord-Sud. Mais ces considérations nous éloignent de la guerre d'Algérie et nous font aborder les confins des politiques du Tiers-Monde, domaine de prédilection de M. Elsenhans sur lequel nous aurions mauvaise grâce d'empiéter. Qu'il nous suffise de souligner les mérites de son livre qui apporte une contribution fondamentale à la sociologie des relations internationales et de former le voeu qu'une traduction française lui permette de toucher un plus large public.